

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 17 avril.

Le *Populaire*, journal rédigé par le citoyen Cabet, dit, en tête d'un petit extrait du journal *la Commune de Paris* :

« Nous lisons dans le journal *la Commune*, qui passe pour l'organe du Gouvernement, ce qui suit..... »

Ces lignes demandent une rectification que le citoyen Cabet s'empresse de faire, nous n'en doutons pas.

Nous ne sommes le journal ni du Gouvernement ni d'aucun particulier : nous sommes le journal du Peuple, le journal de *la Révolution sociale*.

Avant d'imprimer des *on dit*, il serait bon, ce nous semble, de s'assurer de la réalité de ces *on dit*, surtout quand, plus que tous autres, on doit savoir ce qu'ils valent.

CAHAIGNE, SOBRIER.

Nous prions tous les révolutionnaires, nos amis, connus et inconnus, tous les présidents de clubs, tous les chefs de corporations de passer dans nos bureaux afin de nous donner des renseignements sur la situation, qui devient plus grave tous les jours. Plus que jamais il importe de se serrer et de se concerter pour tenir tête à la réaction.

### AUX RÉACTIONNAIRES ET A LEURS ORGANES.

La journée du 16 avril.

A vous entendre, à lire vos journaux, les *Débats*, l'*Assemblée nationale* et consorts, il semblerait que vous n'avez pas compris la portée de la journée du 16 avril. En vrais Basiles, vous défigurez les détails ; selon votre habitude vous mentez impudemment, dans l'espoir que le mensonge servira votre cause et qu'il en restera quelque chose. Votre erreur est grande, messieurs ; pour vous prouver que le peuple, que vous avez toujours méconnu, sur lequel vous appeliez encore les rigueurs du pouvoir monarchique, que vous rêvez et que vous espérez si follement rétablir, que le peuple, calomnié dans vos conciliabules, n'est pas votre dupe, nous allons vous dire *pourquoi* tous veillaient, *pourquoi* le 16 avril ils étaient organisés, armés et en permanence.

Des bruits fomentés par des écrivains, perfidement entretenus par vos coteries, circulaient dans Paris. Des hommes égarés songeaient à porter atteinte au Gouvernement provisoire. Vous, réactionnaires, vous semiez l'argent, vous écriviez partout que votre victoire était certaine ; que l'on dirait à la révolution, comme Dieu à l'océan : « Tu n'iras pas plus loin ; » que la République serait *modérée*, c'est-à-dire faussée, et que le régime dont vous fûtes les flatteurs et les bénéficiaires allait renaître.

Le peuple a cru devoir aviser : les clubs, les corporations d'ouvriers, les délégués de la garde mobile, de l'armée, de concert avec le comité révolutionnaire, la *Commune de Paris*, le club de la Révolution, ont pris leurs armes ; les uns dans la garde nationale mobile, les autres dans leurs compagnies respectives de la garde nationale sédentaire pour en contenir au besoin la partie véreuse ; les autres sont restés en permanence prêts à agir selon les événements.

L'autorité en était instruite ; elle comptait sur les vrais soldats des barricades, sur ceux qui ont chassé votre chambre pourrie et votre roi, *Journal des Débats*, qui chasseront vos créatures, journal de l'*Assemblée nationale*, s'ils osaient venir souiller de leur présence la représentation démocratique nationale.

Maintenant que la vérité est rétablie, que vous connaissez ce qui s'est passé, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs les extraits de vos bulletins de la journée du 16 avril.

Nous ferons seulement observer au journal l'*Assemblée nationale*, qui se délivre si bénévolement un brevet de civisme, qu'il a d'étranges hallucinations, et qu'il ne faut pas qu'il s'exalte au point de croire qu'il est tu par la garde nationale, la vraie, la bonne, la forte, celle-là qui sort de chez elle au besoin pour se battre, qui a pour la République du sang et du cœur.

Nous citons :

« On nous assure de tous côtés que notre article a produit aujourd'hui dans la garde nationale une profonde sensation. Sur plusieurs points, on lisait le journal à haute voix, et l'on rendait enfin justice à sa droiture, à son patriotisme. »

N'osant attaquer de front la cause républicaine, le journal continue en prêtant à des feuilles dont les opinions démocratiques sont connues des projets qu'il nourrit en secret. Citons le encore :

« On nous disait : « L'Émeute qui se prépare est une nouvelle révolution ; il suffit de quelques hommes bien déterminés pour s'emparer de Paris, pour renverser le Gouvernement provisoire et pour donner à la France un nouveau pouvoir dictatorial... La garde nationale ne descendra pas dans la rue si elle n'est pas sou-

nue par l'armée ; vous ne pouvez l'éviter. Avant peu les hommes de la *Réforme* et de la *Commune* seront vos maîtres. Sachez attendre. »

« C'étaient là les conseils de la prudence ; le devoir nous dictait une autre conduite. »

« ..... Grande victoire, la plus complète peut-être de cette révolution de février, puisque pour la première fois toutes les voix se confondaient dans la même expression : *A bas le communisme ! à bas Cabet ! à bas Blanqui !* Aujourd'hui l'hydre révolutionnaire a eu quelques têtes de moins... Espérons que l'exécuteur ne s'arrêtera pas lorsqu'il est en si bonne voie. »

Jugez par ces échantillons des intentions du journal l'*Assemblée nationale* ; jugez-en, peuple, clubs, corporations, gardes nationaux, armée, et voyez où ces gens, salariés peut-être par les ennemis de la République, voudraient nous conduire !

Quant aux *Débats*, dont la mauvaise foi est devenue proverbiale, il faut ne pas trop lui en vouloir : le vieil arlequin n'a pas l'habitude de la vérité, et le Gouvernement provisoire n'a pas de fonds secrets pour payer ses tours de baïe. Aussi ne s'en console-t-il pas, et au fond de son oratoire de la rue des Prêtres, ce sont des élancements, des soupirs, des vœux ardents pour Duchâtel et Guizot, ses infortunés patrons.

De leur côté, le *Constitutionnel*, le *Siècle*, voient chaque jour disparaître les chances d'élection de la faction dynastique. Thiers et Odilon Barrot font entendre leurs jérémiades. Dans tout ce vieux monde, on voudrait singier le républicain ; mais le masque les couvre mal. On les reconnaît.

Pauvres hères, épargnez à la France le spectacle de vos sales palinodies, épargnez-lui le tableau plus dégoûtant encore de vos opinions de caméléons.

### AUX CURÉS.

Les despotes du clergé donnent leurs instructions à leurs desservants ; ils songent à influencer les élections en leur faveur, afin de garder leurs gros traitements, de s'engraisser de l'Eglise au préjudice des pauvres curés de campagne, qui ont souffert, qui souffrent, qui doivent se rallier à la République franchement, loyalement. On lit dans le *Peuple du Jura* :

« On nous rapporte que certains curés commencent à tenir en chaire un langage coupable. Les uns se déchainent contre les républicains et ne reculent pas devant la calomnie personnelle. D'autres, plus habiles, invitent les habitants de la campagne à ne pas se mêler à la vie politique. Ils leur disent en face qu'ils n'entendent rien aux affaires publiques, qu'eux seuls sont assez instruits pour juger les hommes, et les engageant, le jour des élections venu, à se contenter d'écrire leur bulletin sous leur dictée. »

« Nous espérons, quoi qu'on nous dise, que la majorité du clergé n'entrera pas dans la voie réactionnaire ! Le bas clergé surtout, asservi, dominé par les princes de l'Eglise, réduit à une condition indigne de son ministère, comprendra qu'il a tout à attendre d'un gouvernement républicain. Il comprendra que, pour lui aussi, l'heure de l'affranchissement et de l'indépendance a sonné. Il voudra embrasser la sainte cause de l'égalité chrétienne. Le bas clergé ne se fera pas l'instrument servile des intérêts ou des passions de ses chefs suprêmes. Il est temps que le clergé français devienne national et remplisse loyalement les devoirs de citoyen. La religion n'est pas en péril ; tous les démocrates la respectent, même quand ses ministres ne sont pas respectables. La voix rétrograde de l'obscurantisme et du jésuitisme est fermée à tout jamais. »

« Le bas clergé, surtout, qui connaît les misères du peuple, doit contribuer à son salut, à sa prospérité. S'il écoute la voix des factions, s'il égare les citoyens crédules au lieu de les éclairer, il assume sur lui une grave responsabilité. Il rive ses fers et se déclare indigne de prêcher la parole libératrice du Christ rédempteur. »

« La République, en ce moment, n'a point de colère, point de tempêtes. La provocation seule légitime la colère et déchaine les tempêtes. N'oublions pas, les uns et les autres, les leçons terribles du passé. »

### LES ENFOUISSEURS D'ÉCUS.

Dans le département du Calvados, la terreur métallique est à l'ordre du jour ; les gros propriétaires se hâtent de retirer tout l'argent qu'ils avaient placé chez les notaires et les banquiers. Un citoyen de Condé-sur-Noirou a dit que les paysans effrayés enfouissent leurs petits trésors. Un de ces enfouisseurs a été dernièrement victime d'une mésaventure que nous croyons de nature à dégoûter les alarmistes de la déplorable manie de cacher leur or et leur argent. Il y a peu de jours, un riche propriétaire se présente chez un notaire, de la bouche duquel nous tenons le récit, et qui était dépositaire de la somme de 20,000 fr. Le notaire rendit le dépôt, et le soir même le paysan l'enfouissait dans un champ. Un voisin l'aperçut et forma sur-le-champ un projet bien digne de la sagacité proverbiale des Normands. Depuis un mois environ, il était en pourparler avec son riche voisin pour louer son champ. Ils n'avaient pu s'entendre sur le prix ; mais il devint tout à coup plus accommodant, et l'affaire fut conclue. Une semaine après, en présence de plusieurs habitants de l'endroit, il déterrait les

20,000 fr. dont il a réclamé et obtenu, d'après la loi qui accorde à toute personne qui trouve de l'or et de l'argent dans un champ dont elle a la jouissance, la moitié de la riche trouvaille. Qui fut cruellement puni et désappointé ? l'enfouisseur. Nous livrons ce fait aux méditations des alarmistes, des ennemis de la République, qui délaissent la patrie au moment de la crise financière.

### LA RÉACTION EN PROVINCE.

Le *Courrier français* du 14 publie la lettre suivante, écrite d'une ville de département :

« Mon cher Durrieu,

« Je repars pour Paris demain matin ou demain au soir. Je suis venu me jeter ici dans un infâme guépier. Les légitimistes et les conservateurs se donnent la main et feront les élections. On me traite de fou, et si je ne quittais le pays, je serais arrêté comme *républicain*. On m'enfermerait dans les prisons de la ville comme coupable d'avoir apporté de Paris l'esprit de la Révolution. »

« Que font donc, me direz-vous, MM. les commissaires ? Le *petit X* parcourt en poste le département pour quêter des voix à droite et à gauche afin d'assurer son élection. Le *grand Z* se rend en cachette chez les bourgeois légitimistes et conservateurs, fait ripaille avec eux dans de succulents repas, et se crée ainsi des partisans pour son élection. Quant à l'administration du pays, quant à la propagande, ni l'un ni l'autre des commissaires ne s'en occupe. Ils sont entrés dans la conspiration dégoûtante de tous nos bourgeois usuriers contre la Révolution. Les paysans, fanatisés par cette portion de la bourgeoisie, refusent en masse le paiement des 45 c. ; ils se promènent dans les cantons et dans les communes, menaçant de brûler les maisons de tous ceux qui acquitteraient l'impôt extraordinaire. Plusieurs profitent de l'occasion pour se dispenser de payer les impôts ordinaires. »

« Nos usuriers ne veulent nommer que des hommes payant 1,000 fr. d'impôts. Tous les ex-députés sont sur les rangs, et leur élection est certaine. Si X et Z passent, ils le devront à leur conduite hosteuse ; ils ont fraternisé avec les rétrogrades contre le peuple. Tous les fonctionnaires de l'ancien gouvernement sont restés en place. X et Z sont acceptés maintenant ; ils sont loués et prônés de tous les côtés. Si l'on a envoyé dans tous les départements de pareils agents, la Révolution n'y sera jamais connue. »

« Adieu ; je serai à Paris vendredi matin. Je vous le répète, si je resais encore trois jours à \*\*\* on me mettrait en prison comme coupable de républicanisme. »

Les clubs qui ont invité le citoyen Quinet à venir exposer ses principes dans leur sein sont avertis que ce citoyen est en ce moment absent de Paris.

### PROGRAMME DE LA GRANDE FÊTE NATIONALE.

Voici quels sont les préparatifs de la grande solennité nationale qui aura lieu jeudi prochain, 20 avril, à Paris.

Devant l'Arc-de-Triomphe, du côté de Paris, on dresse une haute et large plate-forme en charpente. On arrivera sur cette plate-forme par un large escalier de 20 à 30 marches. En avant de l'escalier sont deux grands piédestaux qui supporteront de grandes cassolettes et quatre grands mâts qui supporteront à leurs sommets la bannière nationale. Derrière la plate-forme et sous le grand arc sera une immense tribune uniquement remplie de dames. A droite et à gauche de l'estrade ou plate-forme s'élèvent de grands amphithéâtres. Sous les petits arcs, au nord et au midi, on dispose des salles de rafraîchissements pour les dames.

C'est sur la grande plate-forme qu'aura lieu la remise des drapeaux de la République aux légions et aux régiments par les membres du Gouvernement provisoire, réunis autour de leur président.

Les légions et les régiments développeront leurs colonnes sur les boulevards du centre depuis la Bastille, jusqu'à la Madeleine, dans la rue Nationale, sur la place de la Révolution et dans toute la longueur de la grande avenue des Champs-Élysées.

Le Gouvernement provisoire partira à midi précis de la colonne de Juillet, passera devant le front des colonnes pour se rendre à l'arc de l'Etoile, sur la grande estrade réservée. Le soir, l'Arc-de-Triomphe sera splendidement illuminé.

Nous engageons vivement les patriotes de Saint-Malo et du département à appuyer de leurs voix la candidature du citoyen Caillaux : c'est un homme intègre et de bonne volonté, sans arrière-pensée d'ambition et dont le dévouement à la République est ancien.

Notre ami Lechallier nous adresse la note suivante et nous demande de l'insérer textuellement ; il fait la même invitation à tous les journaux de Paris :

« N° 1,000. VICTOR BOUTON. Employé chez Pagnierre, de 1841 à 1844. — Auteur du pamphlet *le Boulet rouge*. »

« Les rapports à la préfecture de police faits par ledit Bouton vont de 1840 à 1847. »

Les journaux qui ont inséré sa lettre, compren-



dront que la véritable équité, la morale publique, leur fait un devoir de répéter cette note.

Le lieutenant-colonel du 21<sup>e</sup> de ligne qui a signé la lettre contenue dans notre numéro du 13 avril est le citoyen Mouton, et non Muralori comme on l'a imprimé par erreur.

#### LE BARON DE MONTREUIL.

Le 12 avril, au comité d'arrondissement des Andelys (Eure), le citoyen Montreuil, propriétaire à Tierceville, commune de Bazincourt, autrefois le baron de Montreuil, s'est présenté comme candidat et a enlevé le suffrage des délégués des cantons.

Deux fois sous le gouvernement corrupteur le baron s'est présenté et a échoué comme carliste devant la candidature de Passy; aussi, après le 24 février, s'est-il hâté de proclamer qu'il se porterait une troisième fois.

Voici la première fusée détachée de son artifice; c'est une lettre adressée de Paris à son fermier de Tierceville :

« Mon cher M. ...,  
« La République est proclamée. Quel beau Gouvernement ! Je me suis battu comme un lion pour l'obtenir, et depuis quatre jours je monte la garde sans rentrer chez moi. C'est l'arme au bras que je vous trace ces quelques lignes.

« Si quelqu'un prétendait que je ne suis pas républicain, expliquez que sous le gouvernement de Philippe j'étais royaliste pour ne pas être philippiste, car il fallait être quelque chose, et aujourd'hui je suis le plus zélé de tous les républicains.

« Vive la République !

« Le baron, etc.

« P. S. Faites voir ma lettre à M. le maire de Bazincourt. »

Selon nous, un royaliste déguisé sous le bonnet de liberté est plus à craindre qu'un royaliste franc et découvert.

Le jour où nous voudrions enchaîner des esclaves, abattre l'arbre de liberté, ramener la féodalité, peupler la terre de paresseux casernés dans des couvents, payer la dîme et livrer la souveraineté aux soldats de Jésus, nous enverrions à l'Assemblée nationale Montreuil et ses amis.

Les citoyens Vatimesnil et Passy ont été repoussés par tous les clubs du département, ainsi qu'un cultivateur nommé Mignot, qui aurait dû avoir la modestie de ne pas se présenter. (Communiqué.)

On nous écrit d'Étrépagny :

Le chef de bataillon nommé à Étrépagny (Eure) a été implanté par surprise. C'est le vendredi et le samedi que la garde nationale a été convoquée; plusieurs citoyens honorables ont été omis sur les listes; des communes entières n'ont pu voter, le scrutin était fermé à l'heure qui leur était indiquée.

L'ex-marquis sorti de l'urne proclama hautement qu'il fallait refuser de payer les 43 centimes d'impôt supplémentaire, et qu'ayant la force en main, il ne paierait pas lui-même.

On doit, suivant lui, avoir tous députés royalistes. Pauvre marquis de 20 ans, il a suivi près de deux ans les cours préparatoires, et n'a pas été admis à l'école de Saint-Cyr pour défaut de capacité.

#### CANDIDATURE DU CITOYEN J.-B. LAPORTE.

Parmi les candidats qui se présentent dans le département des Landes, nous voyons avec plaisir figurer le citoyen J.-B. Laporte. Les électeurs landais ne peuvent envoyer de plus digne représentant à l'Assemblée nationale. Le citoyen Laporte se distingue par un patriotisme qui a soulevé contre lui l'inimitié des bourgeois et des réactionnaires. C'est là le meilleur des titres à l'attention des républicains sincères qui poursuivent depuis longtemps le triomphe de la démocratie, le bonheur de la France et du monde. On trouve que le citoyen Laporte a des opinions trop avancées. Singulier reproche que celui qui tendrait à solliciter les hommes d'intelligence et de cœur à une marche rétrograde, proscrire la loi du progrès, condamnerait les esprits à l'immobilité et le génie à l'inaction ! Est-ce que nous sommes revenus à ces jours néfastes de l'ancien régime ? Non, sans doute. Après la domination des vanités nobiliaires et des passions cupides, le tour de l'intelligence est enfin venu. Les intérêts de l'humanité vont se débattre à l'Assemblée constituante. Électeurs des Landes, songez à l'avenir en nommant vos mandataires !

Nous avons reçu une lettre du citoyen Marchal (de Calvi) que l'abondance des matières ne nous a pas permis d'insérer. Il demande une enquête dont le citoyen Villain serait président. Il en résulterait que les allégations avancées contre lui seraient dénuées de fondement.

#### Correspondance.

Meudon, 15 avril 1848.

Citoyen rédacteur,

Je lis dans la Commune de Paris du 13 avril un article sur les élections du commandant et du porte-drapeau de la commune de Meudon, où l'on dit que j'ai fait des bulletins sans l'autorisation nécessaire.

Je réponds que je n'ai agi qu'en présence des autorités et sous la surveillance d'une personne notable et de conseillers municipaux; qu'alors il n'existe dans ma conduite rien d'illégal et aucun motif autorisant une protestation.

Veillez, etc.

DELAMARRE fils,  
ouvrier maçon.

Paris, le 17 avril.

Citoyen,

Vous parlez dans votre numéro d'aujourd'hui d'un nommé Chevremont, commissaire de la République à Saint-Malo, qui favorise les menées réactionnaires, et vous signalez sa famille comme ayant été toujours contraire aux idées démocratiques. Je m'appelle Chevremont, et si cet homme est mon parent, je le renie; car si tous les vrais républicains sont mes frères, les

réactionnaires, fussent-ils mes plus proches parents, sont mes plus cruels ennemis.

CHEVREMONT, ouvrier gantier.

Citoyen rédacteur,

L'Ère nouvelle, journal du P. Lacordaire, nous reproche de n'avoir pas reproduit, avec les passages de ses écrits que nous avons cités jeudi dernier, « les éloquentes explications » données par le révérend père au club de l'Union.

Puisque ces explications lui semblaient si catégoriques, l'Ère nouvelle aurait bien fait de les publier elle-même.

Il paraît, au reste, que nous n'avons pas fait grand tort au révérend père en passant sous silence « l'éloquente réponse » dont on parle. Le club de l'Union, qui l'a entendue de la bouche de l'orateur, qui hier encore l'a entendu lire, a prononcé, aux applaudissements de deux mille citoyens, le rejet définitif de la candidature du P. Lacordaire.

Les signataires de la note de jeudi.

#### DONS PATRIOTIQUES.

La compagnie de la Montagne a remis au préfet de police une somme de 152 fr. provenant d'une collecte faite entre eux pour les ouvriers sans travail.

— Aux 500 fr. versés par la compagnie Saint-Just de la garde républicaine, il faut ajouter 20 fr. 25 c. offerts par la section hors rang de la même compagnie.

Souscription nationale de Bathna en faveur des blessés des journées de février.

La nouvelle de la proclamation de la République, arrivée le 11 courant à Bathna, en Algérie, y a causé le plus vif enthousiasme. Une souscription ouverte aussitôt dans le cabinet de lecture du citoyen Amat a produit 517 fr. 40 c., qui viennent d'être adressés au Gouvernement provisoire.

Les ouvriers des corporations aux membres du Gouvernement provisoire.

Citoyens,

Notre manifestation d'hier a donné lieu à des manœuvres contre-révolutionnaires, à mille bruits mensongers, et aujourd'hui même elle reçoit dans certains journaux des commentaires aussi dangereux qu'absurdes.

D'un autre côté, les fausses rumeurs qui avaient précédé notre arrivée à l'hôtel de ville dans la journée d'hier y ont donné lieu à un malentendu à propos duquel il est de notre dignité et de notre devoir de nous expliquer nettement.

Nous commençons par affirmer sur l'honneur qu'en nous réunissant au Champ-de-Mars pour nous rendre de là à l'hôtel de ville, notre but n'a pas été autre que celui-ci :

1<sup>o</sup> Élire quatorze d'entre nous devant faire partie de l'état-major de la garde nationale.

2<sup>o</sup> Prouver que les idées d'organisation du travail et d'association si courageusement soutenues par les hommes qui se sont dévoués à notre cause sont les idées du peuple, et que, suivant lui, la révolution de février serait avortée si elle ne devait pas avoir pour effet de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme.

3<sup>o</sup> Enfin, offrir au Gouvernement provisoire, après lui avoir exprimé nos vœux, l'appui de notre patriotisme contre les réactionnaires.

Voilà ce qu'ont bien clairement prouvé : la devise écrite sur les bannières de nos corporations, le texte de la pétition remise par nos députés à l'hôtel de ville, le calme inaltérable de notre attitude et l'offrande apportée par nous au Gouvernement provisoire de la République.

D'où vient donc que la garde nationale a été convoquée extraordinairement et en armes comme en un jour de danger ? D'où vient qu'avant l'arrivée à l'hôtel de ville de nos représentants et amis, les citoyens Louis Blanc et Albert, nos délégués ont reçu un accueil qui avait tous les caractères de la défiance ?

Nous connaissons maintenant ce qui en est et nous allons le dire.

Précisément parce qu'ils savaient ce que notre manifestation avait de calme, de vraiment républicain et de favorable à la consolidation de la révolution populaire de février, les réactionnaires ont d'abord fait courir le bruit que nous voulions renverser le Gouvernement provisoire au profit du citoyen Blanqui, de manière à exciter contre nous tous ceux qui voient dans l'existence du Gouvernement provisoire la garantie de l'ordre et de la liberté.

En même temps des émissaires de la réaction allaient colportant cette monstrueuse calomnie que les citoyens Louis Blanc et Albert nous avaient encouragés à scinder violemment le Gouvernement provisoire, calomnie contre laquelle nous protestons de toutes les forces de notre âme indignée.

Si nous avions voulu renverser le Gouvernement ou le changer, nous ne nous serions pas réunis sans armes au Champ-de-Mars; nous aurions pris des mesures pour nous y trouver non pas comme hier au nombre de cent mille, mais au nombre de deux cent mille, ce qui nous eût été facile. Enfin nous n'aurions pas fait entre nous cette collecte que nous avons été porter hier à l'hôtel de ville, et nous n'aurions pas terminé notre pétition par ces mots : *Vive le Gouvernement provisoire !*

Voilà ce qu'il était bon que nous fissions connaître à tous.

Nous devons aussi dénoncer comme une preuve des manœuvres employées par certains agents de réaction la nouvelle qu'on avait attenté aux jours du citoyen Louis Blanc, nouvelle semée sans aucun doute dans des intentions de désordre, mais dont heureusement nous avons pu connaître assez tôt la fausseté et qui n'a servi qu'à prouver à tous combien était intime et profonde, quoi qu'en disent les réactionnaires, l'union du peuple et de ceux en qui il a mis sa confiance.

Il faut donc qu'on le sache bien, rien dans la journée d'hier n'était de nature à motiver les alarmes. Le peuple sait qu'il est fort : il lui est permis de rester calme. Il est là pour défendre la révolution, telle qu'il la comprend : sous sa sauvegarde elle ne périra pas.

Nous confions cette protestation au Gouvernement

provisoire, et nous le prions de vouloir bien la rendre publique.

Paris, ce 17 avril 1848.

Les délégués des corporations,

LAGARDE, président du comité central; DUMONT, GODIN, vice-présidents; A. LEFAURE, secrétaire.

Les délégués des ouvriers des ateliers nationaux protestent également, au nom de leurs frères assemblés hier à l'Hippodrome, contre les calomnies dont leur réunion de famille a été l'objet et joignent leurs voix à celles de tous les délégués au Luxembourg.

GUSTAVE ROBERT, vice-président des ateliers réunis; JACQUET, délégué; AUGUSTE DÉHAUT, secrétaire.

Nous recommandons aux électeurs de Honfleur (Calvados) la candidature du citoyen Godard, bon patriote et cœur dévoué à la République. Il paraît que des menées réactionnaires attaquent sa candidature.

Et lui aussi, le vicomte Sosthènes de La Rochefoucault, le favori de Charles X, le corrupteur de la presse et des beaux-arts sous le régime de l'obscurantisme, se présente comme candidat à l'Assemblée nationale !

Et un de ses anciens agents, devenu depuis courtisan servile de la branche cadette, le baron Taylor, est choisi par les artistes dramatiques et les gens de lettres pour présider l'association qu'ils viennent de former au bazar Bonne-Nouvelle.

#### Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que les citoyens doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune; Considérant que le Gouvernement républicain a pour devoir et pour but de faire prévaloir dans la pratique cette formule de justice et d'humanité;

Considérant qu'il est indispensable de supprimer ou de transformer les impôts qui pèsent plus spécialement sur les pauvres;

Considérant que de tous les impôts de consommation, celui du sel est le plus onéreux et le plus inique; Considérant que la santé du peuple, la prospérité de l'agriculture, le développement de l'industrie et du commerce en exigent impérieusement l'abolition;

Voulant réparer à l'égard du peuple une des plus criantes injustices des siècles passés;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1849, l'impôt du sel est aboli.

Art. 2. A partir de la même époque, la prohibition d'entrée des sels étrangers est pareillement abolie.

Il sera perçu sur les sels étrangers une taxe de 25 centimes par 100 kilogrammes à leur importation par terre;

De 50 centimes à leur importation par mer sous pavillon français;

Et de 2 francs à leur importation sous pavillon étranger.

Art. 3. Les sels des colonies et possessions françaises d'outre-mer seront admis en franchise de toute taxe.

Art. 4. Les sels étrangers destinés à l'approvisionnement des navires français armés pour la pêche de la morue seront affranchis de toute taxe.

Art. 5. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bois et forêts qui dépendaient du domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe seront régis et administrés par l'administration des forêts.

Art. 2. Les produits de ces propriétés seront perçus et encaissés suivant les règles tracées par l'arrêté du ministre des finances en date du 14 mars dernier; ils devront être indistinctement classés dans les comptes des agents de l'État.

Fait en séance du Gouvernement, le 15 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La division formée sous le titre de *Division des cours d'eau, usines, dessèchements, irrigations et services divers*, est supprimée.

Le service des usines, des dessèchements et des irrigations formera le 3<sup>e</sup> bureau de la division de la navigation.

Le service des bacs est réuni au bureau de la navigation fluviale.

Le service des dunes et le service de l'approvisionnement de Paris (matériel) sont réunis au bureau des ports et des canaux.

Art. 2. La division formée sous le titre de *commissariat central près les compagnies de chemins de fer* est supprimée.

Le bureau chargé, sous la direction du commissaire central, du contrôle et de la surveillance de l'exploitation commerciale des chemins de fer, sera réuni au 2<sup>e</sup> bureau de la division des chemins de fer, déjà chargé de toutes les affaires relatives à l'exploitation technique.

Le bureau de statistique centrale, placé sous la même



direction, sera réuni à la division dont la direction est confiée au secrétaire général.

Art. 3. Le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> bureau de la division de la comptabilité seront réunis en un seul, qui sera dirigé par un sous-chef de bureau.

Art. 4. Le travail d'expédition sera centralisé dans un bureau spécial composé d'expéditionnaires tirés de toutes les divisions, et dirigé par un sous-chef sous les ordres du chef du bureau du secrétariat général.

Les autres bureaux ne conserveront que la partie de ce travail qui, par sa nature ou par des considérations de service, devra leur être réservée.

Art. 5. Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à dater du 16 avril.

Paris, le 12 avril 1848.

MARIE.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le conseil général des bâtiments civils sera présidé, en l'absence du ministre, par le plus ancien de ses membres.

Art. 2. La correspondance du conseil sera préparée au nom du ministre par la division des bâtiments civils dans les termes de l'arrêté du 11 mars 1848.

Art. 3. Le bureau du contrôle dépendant du conseil est réuni au bureau du contrôle attaché à la division des bâtiments civils.

Les devis des projets de travaux départementaux et communaux soumis à l'examen du conseil cesseront d'être révisés et donneront lieu seulement à un examen sommaire fait par les rapporteurs. Toutefois, lorsqu'une révision de ces devis sera jugée indispensable, elle sera faite, d'après la proposition des rapporteurs, par le bureau de contrôle attaché à la division des bâtiments civils. Les décomptes soumis à l'examen du conseil seront préalablement révisés par le même bureau du contrôle.

Art. 4. Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à dater du 16 avril.

Paris, le 12 avril 1848.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris.

Vu les décrets des 5 et 26 mars dernier relatif à l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée nationale ;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les électeurs inscrits sur les listes qui seront closes le 20 avril courant à minuit sont convoqués pour les dimanche 23 et lundi 24 dudit mois, à l'effet de nommer trente-quatre représentants du peuple, qui seront choisis, sans aucune condition de cens ni de domicile, parmi tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans, et non judiciairement interdits ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Le scrutin sera ouvert le 23 avril à six heures du matin et suspendu à neuf heures du soir, heure à laquelle les boîtes qui renfermeront les votes seront closes et scellées pour être réouvertes le lendemain ; le 24, le scrutin sera continué à six heures du matin et clos à dix heures du soir ; il devra s'écouler une heure entre la fin du réappel des électeurs qui n'auront pas voté et la clôture de la séance, qui est fixée à dix heures, comme il vient d'être dit ; les boîtes seront closes et scellées pour être ouvertes au moment précis où commencera le dépouillement, c'est-à-dire le 25, à sept heures du matin.

Art. 3. Des affiches seront apposées, par les soins des maires, partout où elles pourront l'être, pour indiquer les locaux dans lesquels se rendront les électeurs qui seront appelés à voter. Ces affiches seront publiées de trois à cinq jours avant la réunion des électeurs, c'est-à-dire du 18 au 20 avril.

Art. 4. Les maires des communes où se réuniront les électeurs, après s'être concertés avec les délégués des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, désigneront les localités de l'assemblée électorale. Ils indiqueront l'ordre dans lequel les électeurs de la commune ou des communes seront appelés à voter.

Ces avis seront affichés dans toutes les communes, du 18 au 20 avril.

Art. 5. Les maires de Paris et des autres communes publieront, chacun en ce qui les concerne, le 20 avril, un avis dans lequel ils rappelleront le jour et l'heure où les électeurs devront voter.

Art. 6. Les cartes individuelles destinées aux électeurs leur seront délivrées par les soins des maires. Un avis du maire fera connaître à partir de quelle époque et dans quelle localité elles seront mises à la disposition des citoyens.

Art. 7. Les maires auront soin de rappeler dans leurs affiches qu'aux termes du décret, les bulletins des électeurs devront être rédigés avant leur entrée dans la salle, afin qu'il n'y ait plus qu'à faire l'appel des électeurs et à recevoir leur vote. Cette mesure est indispensable pour la rapidité et la sûreté des élections.

Art. 8. Le présent arrêté sera affiché dans les arrondissements de Paris et toutes les autres communes du département de la Seine.

Fait à Paris, le 12 avril 1848.

ARMAND MARRAST.

Le Comité révolutionnaire, Club des clubs et des corporations d'ouvriers, avant de publier les listes des candidats à l'Assemblée nationale, a cru devoir consulter non-seulement les délégués des départements, mais encore tous les citoyens de ces mêmes départements résidant momentanément à Paris, et ce n'est qu'après s'être entouré de tous les renseignements puisés aux meilleures sources qu'il propose aux choix des électeurs les noms des candidats qui paraissent réunir le plus de chances. Le Comité révolutionnaire engage donc tous les électeurs patriotes et républicains à voter pour les candidats dont les noms suivent :

Ain.

Edgard Quinet.

Bouvet, médecin, rédacteur du *Réveil du peuple*.

Berger, de Thoissey.

Charassin, maire de Bourg.

Régoubal, sculpteur à Bourg.

Nicot, maire d'Arbant.

Baudin, médecin à Paris.

Messias, médecin.

Bochard, de Bourg.

Aisne (14 représentants).

Bergeron, commissaire extraordinaire.

Blanc (Antony), ouvrier dessinateur.

Baudelot, président du tribunal, à Vervins.

Coen, maire de Laon.

Dufaur (Théophile), de Saint-Quentin.

Lherbette, ex-député.

Lemaire (Ch.), maire de Saint-Quentin.

Leproux (J.), de Vervins.

Lelourneur, sous-commissaire à Saint-Quentin.

Martin (Henri), l'historien.

Nachet, avocat général à la cour de cassation.

Ploq, commissaire du Gouvernement.

Quinette, ex-député.

Souplet, rédacteur du *Guetteur*.

Allier (8 représentants).

Courtais, commandant supérieur de la garde nationale.

Tourret, ex-député.

Félix Mathé, commissaire du Gouvernement.

Madet, propriétaire à Igrande.

Terrier, médecin au Donjon.

Fayolle-Fargin aîné, propriétaire à Launay.

Laussedat, médecin à Moulins.

Audiat (Ascagne).

Alpes (Basses-) (4 représentants).

Imbert, inspecteur des ingénieurs civils.

L. Verdet, de Manosque.

A. Donneau, de Barcelonnette.

Coupiat, sous-commissaire à Sisteron.

Alpes (Hautes-) (3 représentants).

Allier, ex-député.

Chanal, commissaire du Gouvernement.

Chaix, avocat.

Latargue-Bellegarde.

Ithier.

Ardèche (9 représentants).

Laurent, juge à Privas, commissaire du Gouvernement.

Gleizal aîné, avocat à Privas.

Combiat, procureur général à Nîmes.

Valadier, maire de Vallon.

Vialate, ouvrier.

Auguste Demissel (d'Annonay).

Royal, président du tribunal à Tournon.

Chabert, ingénieur.

Gramont, négociant.

Armand-Boisse Volsip, avocat à Privas.

Teissier, commissaire près du tribunal à Nîmes.

Ardennes.

Nous publierons demain la liste des candidats de ce département, pour lequel il nous manque encore quelques renseignements.

Arriège.

Anglade, ex-commissaire du Gouvernement.

Victor Pilhes, commissaire du Gouvernement.

Charles Noyez, propriétaire.

Xavier Durieu, rédacteur en chef du *Courrier français*.

Frédéric Arnaut, avocat.

Théodore Vignes, avocat.

Cassas, avocat.

Aube.

Demain nous donnerons la liste des candidats.

Aude.

Trinchon, commissaire du Gouvernement.

Sarrans jeune.

Dijon, commissaire du Gouvernement à Montpellier.

Fargue, officier supérieur en retraite.

Anduze-Farys, ouvrier.

Marc Solié, de Castelnaudary.

Alengry, publiciste à Narbonne.

Aveyron (10 représentants).

Raginel, commissaire du Gouvernement.

Galtier-Boissière, commissaire du Gouvernement.

Ber, ouvrier.

Blanc (Ch.), graveur, frère de Louis Blanc.

Boulonnier (Louis), avocat à Rodez.

Cantagrel, gérant de la *Démocratie*.

Carceat, maire de Rodez.

Cure, ouvrier menuisier.

Médal, laboureur.

Cluzel, médecin à Villefranche.

Denadrouze, sous-commissaire.

Rozier (Vincent), sous-commissaire.

Bouches-du-Rhône (10 représentants).

Pascal, rédacteur de l'*Ère nouvelle*.

Agénor, rédacteur du *Progrès social*.

Démouthènes Olivier.

Dubosc, du Comité central.

Barthélemy, maire de Marseille.

Coutural, ouvrier.

Sougamozzino, ouvrier.

Collier, ouvrier.

Astoin, ouvrier.

Eisée Baux, négociant.

Victor Henrique, *Démocratie pacifique*.

Glaize Grivelle, avocat à Arles.

David Millaud, maire de Tarascon.

Bousquet, conseiller municipal.

Calvados (12 représentants).

Lemonnier, ouvrier serrurier à Falaise.

Lebariller, propriétaire-cultivateur, commissaire du Gouvernement.

De Mortroux, président du tribunal civil de Lizieux.

Dulong, entrepreneur à Lizieux.

Duvaud, maire de Caen.

Bellencontre, colonel retraité.

Auguste Marie, commissaire du Gouvernement.

Person, cultivateur à Gray.

Félix Avril, commissaire général du Gouvernement.

Deslongrais, maire de Vire.

Godard, propriétaire à Ablond.

Taillefer, sous-commissaire du Gouvernement à Pont-Lévêque.

Cantal (7 représentants).

Métivier.

Husse.

Delzous.

Saphary.

Pompier.

Richard.

Parieu.

Durieu.

Daude.

Hurat Sistrières.

Telliard.

Charente.

Ernest Girardin.

Lavallée.

Eugène Montaxier.

Jobit.

Vignaud, ouvrier.

Laboissière, commissaire du Gouvernement.

Babaud-Larivière, commissaire du Gouvernement.

Chastenot.

Bouillaud.

Charente-Inférieure (12 représentants).

Audry de Puyraveau.

Brard, médecin.

Coutenseau.

Gaudin, journaliste à Saintes.

Debain (Léon).

Renou de Ballez.

Dupont, ancien avocat à Paris.

Dargentueil.

Target, ouvrier au port de Rochefort.

Sobrier, ex-délégué à la préfecture de police.

Charles Thomas, du *National*.

Bethmont, ministre du commerce.

Barroche, avocat à Paris.

Cher (7 représentants).

Félix Pyat, commissaire général.

Bidault, commissaire du Gouvernement.

Duplan, idem.

Cambournac, médecin à Bourges.

Cabaigne, rédacteur en chef de la *Commune de Paris*.

Bouzigue, maire de Bourges.

L. Barrière, sous-commissaire du Gouvernement.

Corrèze.

Sage, avocat à Tulle.

Edouard Delmas, d'Argental.

Victor Borie, de Tulle.

Muselerin.

Laveyrie.

Cayras, juge et commissaire du Gouvernement.

Chamot, commissaire du Gouvernement à Limoges.

Côte-d'Or (10 représentants).

Ledru-Rollin.

Baune, de la *Réforme*.

James Demontry.

Coppens de Baune, maire de Monthard.

Cabaigne, de la *Commune de Paris*.

Monnet, ancien notaire.

Joigneaux, rédacteur du *Châtillonnais*.

Monnot, graveur.

Chevillard (Jules), avocat.

Carion (Jules), négociant.

Cotes-du-Nord.

Nous donnerons demain la liste de ce département.

Creuse (7 représentants).

Nadaud, ouvrier maçon.

Grellet, de Gamages, commissaire du Gouvernement.

Edmond Fayolle, avocat.

H. Gadon, décoré de juillet.

Tixier-Lachapelle, juge à Guéret.

Chéri Audoin, de Guéret.

Coulisson-Dumas.

Corse.

Nous donnerons demain la liste de ce département, ainsi que celle des départements de la Drôme, du Doubs, de l'Eure, d'Eure-et-Loire et du Finistère.

Garonne (Haute-) (12 représentants).

Joly, commissaire du Gouvernement.

Armand Marrast, membre du Gouvernement.

Mule, négociant.

Vivant, miroitier.

Pagès, ancien député.

Pegot-Ogier, cultivateur.

Bonnet, ouvrier fondeur.

Ozerm, propriétaire.

Gatien Arnould, professeur de philosophie.

Coles, médecin.

Soulis, propriétaire.

Taller, propriétaire.

Tarn-et-Garonne.

Perquiens, conseiller de préfecture.

Manau, secrétaire du ministère de l'intérieur.

Leigne (Armand), propriétaire à Castel-Sarrasin.

Damas-Hinard, homme de lettres à Paris.

Sauriac, commissaire du Gouvernement.

Delbreil, docteur-médecin.

Vienne.

Berenger, avocat à Loudun.

Cabaigne, homme de lettres à Paris.

Ricordeaux, ouvrier à Poitiers.

Henri Chevreau, commissaire du Gouvernement.

Draut, procureur général.

Bonnin, ancien député.

Plaigaud, juge à Châtelleraud.

Rousseau-Lespoix, maire de Mirebeau.

Vienne (Haute-) (8 représentants).

Dussoubs (Gaston) aîné.

Théodore Bac.

Corrali, avocat.

Ancel, ouvrier.

Frichon aîné.

Lacoste.

Villegoureux aîné.

Maurat-Ballange.

Nous compléterons la liste demain.



## Compte rendu des Clubs.

### Clubs des départements.

#### CLUB DE RIOM (Puy-de-Dôme).

Le Club républicain de Riom s'est organisé malgré toutes les difficultés suscitées par deux partis nombreux et puissants : les légitimistes, qui sous l'ancien régime disposaient de plus d'un tiers des voix électorales ; les philippistes, menacés dans leur satisfaction, inventent chaque jour des machinations nouvelles pour étouffer la tribune populaire. D'où vient leur audace ? Ceux-ci oublient-ils qu'ils posent l'enjeu terrible de 95 ; ceux-là espèrent-ils ramener une fois encore l'âge de la corruption, du trafic des consciences ?

Le club a discuté un grand nombre de candidatures. Le citoyen Jusserand se présente en disant que, républicain de longue date, il n'a jamais rien demandé à l'infâme gouvernement déchu ; que, selon lui, on ne pouvait discuter avec Louis-Philippe qu'à coups de fusil.

Le citoyen Jules Barse s'étonne de ce que le candidat affirme n'avoir jamais rien demandé. Il lui rappelle qu'il a, au contraire, sollicité, entre autres, les fonctions d'inspecteur des eaux minérales de Vichy. Était-ce avec le fusil armé que cette demande était présentée ? Autre objection. Le citoyen Jusserand a-t-il sollicité près du Gouvernement provisoire les fonctions d'administrateur du château de Randan ? Dans ce cas, le citoyen Jules Barse verrait un moyen d'influence électorale là où le citoyen Jusserand prétendrait trouver une preuve de services rendus.

Le candidat affirme que pour l'inspection d'eaux minérales le fait est vrai, mais que les noms qui ont appuyé sa demande sont une garantie de son dévouement à la cause républicaine. Du reste, il ne cite pas ces noms. Quant à ses fonctions actuelles, il affirme également que la nomination lui a été offerte, imposée par Guinand, Marrast, etc., qui venaient d'apprendre, dit-il, les dangers qui menaçaient le château de Randan.

Après des interpellations du citoyen Mouton et du président du club, la mise aux voix de cette candidature est ajournée.

Le citoyen Eugène Rouher, avocat, présente sa candidature avec une grande supériorité de talent oratoire et de franchise dans son ralliement à la République. La voix populaire s'élève contre lui en le rendant solidaire des actes d'un membre de sa famille lors des troubles de Clermont en 1842.

Le citoyen Jules Barse lui pose la question de la vénalité des offices ; il expose les abus de la procédure au milieu d'une ville remplie des membres d'une cour d'appel. Les deux adversaires discutent avec énergie. Le citoyen Rouher maintiendra, dit-il, cette propriété, mais réformera les abus. « Accepterez-vous pour le remboursement des charges à supprimer le mode proposé pour le rachat des chemins de fer, c'est-à-dire par un titre de rente sur l'Etat ? » La réponse à Jules Barse est négative.

La candidature est ajournée par suite du tumulte des classes qui voient un moyen de vengeance contre l'ancien maire de Clermont.

Le citoyen Eyraud, vétérinaire de la République sous tous les régimes, est présenté à la candidature par acclamation du club. Une députation va le prévenir. Il monte à la tribune et dit avec un accent d'enthousiasme : « Merci, concitoyens, de cette candidature ; je l'accepte. Autrefois il fallait être riche pour être député ; sous la République il faut la probité, le courage, l'énergie. Je ne faillirai pas. » (Acclamations unanimes.)

Le curé Cohadon, entouré de ses collègues, s'offre aux suffrages du Puy-de-Dôme. Il veut la liberté illimitée dans l'enseignement, dans tous les rouages du gouvernement. Il parle avec chaleur, avec l'adresse d'un orateur consommé dans les prédications religieuses.

Le citoyen Jules Barse combat cette candidature avec toute son énergie : « Comment, dit-il, un membre du clergé peut-il être homme politique ? S'il est républicain à Paris, il est anarchiste à Berlin, en Russie, car il relève d'un pouvoir unique. Le pape est aujourd'hui, grâce lui soient rendues, le flambeau de la liberté ; le clergé lui obéit ; mais si demain un pape absolutiste montait sur le trône, membre du clergé, que feriez-vous ? Je demande donc une réponse catégorique par écrit sur mes questions. Le curé Cohadon, à l'assemblée : « Ma réponse est écrite dans vos cœurs, citoyens ; jugez mes intentions. » La candidature est rayée, attendu que le curé Cohadon n'a pas fait parvenir de profession de foi écrite et complète, malgré l'invitation du président.

Le citoyen Combarel de Leyval, ancien député, avait présenté sa candidature dans une séance publique du comité électoral. Par suite d'un malentendu, ses adversaires n'avaient pas été admis à discuter contre lui. Le club l'a fait inviter à se présenter ; après dix jours d'attente infructueuse, la discussion a été ouverte en son absence.

Le citoyen Jules Barse a pris corps à corps l'homme politique dans cet ancien député. Il a mis à jour ses pérégrinations des salons Duchâtel aux antichambres Barrot, et ses distributions de fonctions dans les postes, dans les tabacs, dans les justices de paix, et l'histoire de sa croix d'honneur, présentée par lui aux libéraux comme une tentation exercée sur son indépendance par un ministre infâme et repoussée avec indignation, aux ministériels comme une preuve de son omnipotence dans tous les cabinets d'affaires du gouvernement : « Et ce vote contre la réforme électorale, vous l'expliquez, a dit Jules Barse, parce que la réforme supprimait les collèges *extra muros*, dont un vous avait nommé ! Comme si en supprimant les collèges, on supprimait les électeurs ! Dites plutôt, député Combarel, que vous avez empêché l'avenir de la France dans des vues d'un coupable égoïsme. » La candidature Combarel a été rayée jusqu'à ce qu'il vienne se justifier.

Le citoyen Sabattier, rédacteur de la Tribune de 1830, se présente. Une faveur générale accueille l'honorable soutien de la République dans les temps difficiles. Sa candidature est mise aux voix à la suite du récit de sa vie de labeur ; elle est accueillie à l'unanimité.

Dans les dernières séances, les partis ennemis de la République ont envahi le bureau du club. La séance a dû être interrompue ; le bureau a dû se retirer pour

empêcher une collision entre les citoyens.

Légitimistes, quand donc vous corrigerez-vous ?

— La séance du Club chartrain, de jeudi dernier, a été fort courte. On devait entendre plusieurs candidats à la députation ; mais un seul, le citoyen Vogeli, a été entendu. Nous n'avons pas besoin de dire qu'il a répondu de la manière la plus satisfaisante à toutes les questions qui lui ont été adressées.

— Nous engageons les clubs de la province à imiter l'exemple des clubs démocratiques de Paris, à presser leur travail. L'heure décisive approche. Ce n'est pas assez d'entendre un seul candidat dans une séance. Justice pour tous et jugement sur tous avant le jour de Pâques.

— Les citoyens A. Barthélemy, propriétaire à Levéville, commune de Bailleul-l'Évêque ; J. Lelong, laboureur à Levaiville, fermier de l'hospice des Aveugles de Chartres ; Raimbault, propriétaire à Châteaudun ; Vogeli, vétérinaire à Chartres, sont les quatre candidats définitivement adoptés par le comité électoral d'Eure-et-Loir organisé à Paris et présentés par lui aux suffrages des électeurs de ce département.

— Le citoyen Noël Parfait, dans une fête républicaine du département d'Eure-et-Loire, où il a porté sa candidature, a tenu un discours terminé par ces mots : « Citoyens frères,

« Les républicains de 1793 ont détruit ; nous, républicains de 1848, nous venons reconstruire. La France est assez grande pour nourrir ses habitants ; tous trouveront sur le sol appui, bonheur ! Riches, n'ayez nul le crainte, la République ne vient rien vous enlever. Proletaires, bénissez-la ; elle vous apporte ce qui vous manquait jusqu'ici : liberté, égalité, fraternité ! La République de 95 suivait à la lettre cette parabole de l'Évangile : « Tout arbre qui ne produit pas sera coupé et jeté au feu. » Celle de 1848 ne reconnaît pas d'arbre incapable de produire, et sur les mauvais elle greffera, afin qu'ils deviennent bons et qu'un jour ils soient, comme nous aujourd'hui, les soutiens de la République, cette mère qui les aura rendus meilleurs. *Vive la République !* »

— Les candidats présentés par le Comité républicain populaire de Verdun sont :

Les citoyens Buvignier et Jonveaux, juge de paix.

(Le Franc-Parleur de la Meuse.)

### Esprit des départements.

Voici des renseignements, dont nous garantissons l'exactitude, qui nous sont parvenus sur les derniers événements de Troyes.

#### TROUBLES DE TROYES.

« Des troubles ont éclaté, des scènes déplorables ont été fomentées par une coterie de la bourgeoisie ; il y a eu du sang répandu. La majesté du peuple a été méconnue et insultée dans la personne de deux commissaires du Gouvernement ; les événements, racontés par des journaux de la localité dévoués aux réactionnaires, ont été dénaturés : il a été impossible d'y répondre, les bureaux du seul journal patriote, la Voix du Peuple, ayant été fermés par ordre du commissaire Lignier, qui, selon nous, a méconnu ses devoirs et porté une grave atteinte à la liberté de la presse. Pour confondre les calomnieux, nous allons raconter ces faits dans leur exacte vérité.

« Les élections de la garde nationale avaient été fixées par les commissaires du Gouvernement et la municipalité au dimanche 9 avril.

« Soit négligence ou incurie, soit mauvaise volonté de la part de la municipalité, vingt-six noms seulement avaient été inscrits sur les contrôles républicains cinq jours avant l'élection. Sur les représentations énergiques des commissaires, on apporta un peu plus d'activité à ce travail. Cependant le jour de l'élection, un grand nombre de citoyens, la plupart travailleurs, n'avaient pas été inscrits ; des quartiers entiers n'avaient point reçu de bulletins de vote. Des citoyens vinrent en foule auprès des commissaires réclamer contre la omission, et demander la prorogation des élections ; à cet effet, un arrêté fut pris qui les ajourna à huitaine. Après la publication de cet arrêté dans les sections, des meneurs bourgeois saisirent l'occasion de faire éclater une émeute qu'ils prémédiaient depuis longtemps contre les commissaires Crevat et Lefèvre ; ils vinrent en foule avec d'autres citoyens qu'ils avaient circonvenus, et envahirent la préfecture. Des réclamations contre la mesure de prorogation furent faites la menace à la bouche.

« Cédant à la force, et pour concilier autant que possible les intérêts de tous, c'est-à-dire assurer aux citoyens non inscrits ou non appelés les droits de leurs votes, les commissaires prirent un nouvel arrêté portant en substance : « Que le scrutin commencerait le dimanche même à deux heures et resterait ouvert pendant quarante-huit heures. » A quatre heures, des ouvriers se portèrent sur la place des Jacobins pour demander le maintien du premier arrêté et saluer l'arbre de la liberté. Pendant que leurs délégués présentaient leurs observations aux commissaires, des agents provocateurs appuyés par la bourgeoisie firent courir le bruit que la garde nationale voulait mitrailler le peuple. Alors deux citoyens travailleurs, Gamichon et Masson, se dévouèrent ; ils empêchèrent la sortie des pièces d'artillerie, soit par les ouvriers, soit par la garde nationale. Les citoyens commissaires Crevat et Lefèvre, s'étant transportés sur les lieux, haranguèrent la foule et étaient parvenus à calmer ses craintes quand les meneurs du complot réactionnaire, parcourant les sections d'élection, firent entendre ce cri : « Aux armes ! les ouvriers s'emparent des pièces d'artillerie ! » ce qui était complètement faux.

« Sans ordre, on bat la générale. La garde nationale se rassemble et, son lieutenant-colonel en tête, charge sur les commissaires et les ouvriers qui se retiraient. Plusieurs furent blessés ; les baïonnettes furent croisées sur les deux commissaires. Le citoyen Crevat, l'un d'eux, reçut un coup à la tête. Dans cette circonstance, la conduite du lieutenant-colonel Cardon fut indigne ; ce fut lui-même qui ordonna de charger sur le citoyen Crevat et de le tuer. Ce commissaire fut ramené à la préfecture comme un criminel par la garde nationale. Les ouvriers se portèrent à sa rencontre ; ils voulaient délivrer leur protecteur ; quelques-uns d'eux furent grièvement blessés, entre autres le citoyen Sallart, président de la deuxième section des Amis du

peuple, qui n'avait cessé de les engager au calme et à la modération. Un cri de vengeance partit de toutes les poitrines ; la force allait se trouver aux prises avec la force. Heureusement l'influence du citoyen Sallart ne fut pas méconnue comme auparavant ; il leur recommanda le calme. Quelques pierres seulement furent lancées sur la garde nationale, qui se retira en emmenant quelques prisonniers qui furent relâchés le lendemain. A six heures du soir, un conseil fit signer par des gardes nationaux présents une pétition contre les commissaires du Gouvernement et médita leur enlèvement de la préfecture. A huit heures, tout était calme, grâce à la présence de la troupe de ligne appelée pour protéger les commissaires contre les attaques de la réaction.

« Le lendemain lundi, 10 avril, le même calme continua jusqu'à trois heures du soir ; mais c'était le calme précurseur de l'orage. Le complot organisé par les meneurs bourgeois éclata dans toute sa violence. Des émissaires avaient parcouru les campagnes annonçant l'arrivée des brigands (c'est ainsi qu'ils appelaient les ouvriers) : « Ces hommes, disaient-ils, voulaient le pillage et le partage des biens. » A la voix de ces infâmes imposteurs, le tocsin sonne, les habitants de la campagne se soulèvent, ils viennent en grand nombre armés de fusils, de faux et de fourches. Leur arrivée à Troyes est marquée par les plus graves désordres. Les deux commissaires Lefèvre et Crevat sont appelés pour remettre le bon ordre : nouveau piège tendu à leur bonne foi. A peine entrés dans la cour de l'hôtel de ville, ils sont cernés, menacés, maltraités même ; ils sont contrainsts brutalement d'entrer dans la municipalité. L'un d'eux, le citoyen Lefèvre, en sort pour conjurer l'orage et protester contre cette violence. Les gardes rurales allaient se retirer, quand les fauteurs de l'émeute leur soufflent la discorde ; ils vocifèrent contre les patriotes, les traitent de pillards et d'assassins ; ils disent qu'il faut en finir avec cette canaille s'ils ne veulent voir revenir les jours de la Terreur. La fureur des campagnards ne connaît plus de bornes ; ils chargent sur la foule inoffensive. Trois hommes du peuple sont massacrés, plusieurs sont blessés.

« Pendant ce temps-là, les deux commissaires, Crevat et Lefèvre, sont retenus prisonniers ; ils y restent dix-huit heures, s'attendant à chaque instant à être massacrés. Ils ne furent remis en liberté qu'après la démission du citoyen Crevat et la révocation du citoyen Lefèvre : les citoyens Crevat et Lefèvre furent reconduits ensuite jusqu'à leur chaise de poste, au milieu des vivats populaires, que n'a pu contenir l'attitude menaçante des gardes nationaux. Mardi, les maisons des réactionnaires ont été illuminées. Le commissaire Lignier a fait fermer les clubs populaires et les bureaux de leur organe, la Voix du Peuple, journal des intérêts républicains. Des mandats d'amener ont été lancés contre des patriotes, et des visites domiciliaires ont été faites.

« P. S. On nous annonce à l'instant que l'aristocratie bourgeoise, apprenant l'arrivée du commissaire extraordinaire, s'est empressée d'organiser ses moyens habituels, l'intrigue et la ruse, pour égarer la conscience de celui-ci. La garde nationale se préparait à aller au-devant du commissaire extraordinaire pour le tromper par une ovation.

« Nous espérons que le Gouvernement saura se tenir en garde contre toutes les intrigues. Déjà les représentants de l'aristocratie ont été sévèrement regus par le pouvoir central. Mais le terrain de la lutte n'est plus le même : l'habileté et la ruse seront mises en œuvre. Ces moyens ne réussiront point.

« Le pouvoir a été méconnu, les représentants attaqués ; toute question de personnes doit disparaître devant ce fait. Le pouvoir doit être fort ; pour cela il doit se faire respecter : justice sera faite, et les commissaires attaqués doivent être et seront, nous l'espérons, réinstallés. »

### Étranger.

#### SARDAIGNE.

La Gazette de Turin publie le bulletin suivant :

« L'armée piémontaise se rend de jour en jour plus digne de la reconnaissance du pays par ses faits d'armes éclatants. Hier, sous le feu des batteries ennemies, elle a forcé le passage du pont du Mincio au Goïto. Aujourd'hui 9 elle a obtenu un nouveau succès à Borghetto et à Monzambano. »

Voici les détails officiels de cette nouvelle action : « Une colonne sous les ordres du général Broglia, de la division Sonnaz, avec la moitié de son artillerie, a fait faire le feu des batteries autrichiennes établies de l'autre côté du Mincio, entre Monzambano et Vallegio ; elle a rétabli un pont de service avec l'aide et le concours des populations, et grâce aux tirailleurs et aux soldats de l'artillerie, elle a effectué son passage jusqu'au point où l'armée autrichienne s'était postée. « Nous ignorons encore les pertes qu'a coûté ce fait d'armes. Le corps d'officier continue au prix de son sang à montrer aux soldats le chemin de la victoire. Un officier de l'état-major a été grièvement blessé dans cette rencontre.

« La proclamation suivante du roi sur l'affaire de Goïto a été mise à l'ordre du jour de l'armée :

« Soldats, « Par vos marches précipitées vous avez enfin atteint l'ennemi sur le Mincio, où il s'était en vain fortifié sur le chemin de Goïto ; il avait espéré ralentir votre ardeur, il a dû céder à l'impétuosité de vos attaques, et la destruction du pont déjà miné sur le Mincio ne vous a pas arrêtés. Fouillant intrépidement les débris, vous l'avez poursuivi sur la rive opposée, où divers prisonniers et quelques pièces d'artillerie attestent notre valeur en présence d'un ennemi favorisé par sa position.

« Soldats ! la nation, comme moi, sera contente de vous, et l'Italie, qui a placé en vous sa confiance, ne sera pas trompée.

« De notre quartier général de Castiglione delle Stiviere, le 8 avril 1848.

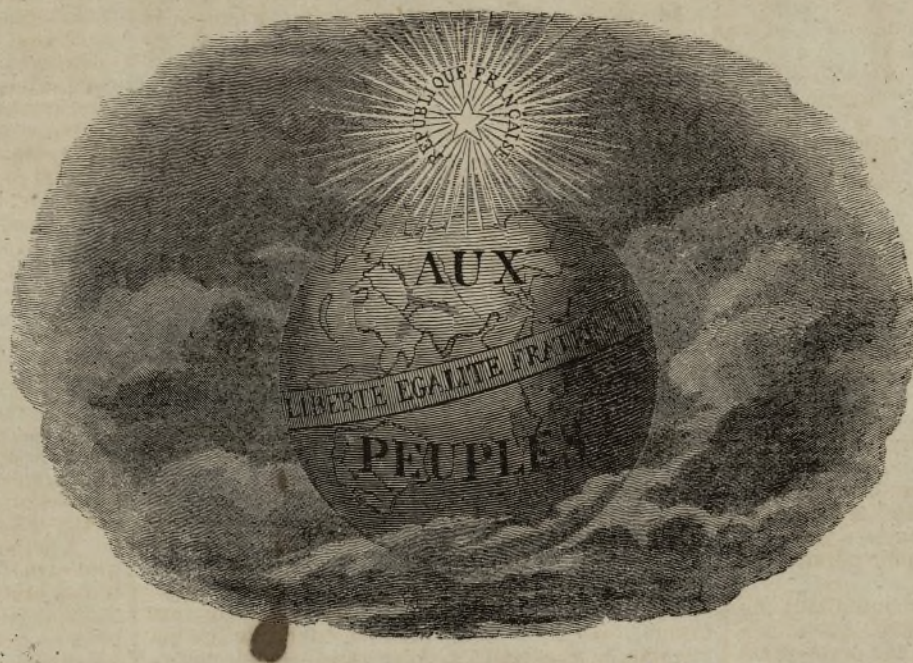
« CHARLES-ALBERT. »

L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.



# LA COMMUNE DE PARIS



*Qu'est-ce que le Peuple? — Tout.*

## VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT.

**Serrons nos rangs! Unissons-nous pour le maintien de la République pure.**

### A LA RÉACTION.

Avant tout, nous le déclarons hautement, nous craignons peu les communistes, hommes égarés par l'appât d'une décevante théorie, impatients d'un bonheur qu'ils voudraient réaliser en quelques heures. Ce sont les réactionnaires qui nous font veiller. Qu'ils le sachent donc! pour pulvériser leur insolente agression, si jamais elle ose se montrer au grand jour, nous sommes trois cent mille prêts à combattre jusqu'au dernier soupir. Ils ont crié, les réactionnaires de toutes les factions : *à bas les communistes!* Nous ne nous sommes pas mépris sur la portée de ce mot. Demain, ils crieraient : *à bas les républicains!*

Sans doute parmi ceux qui parlaient ainsi, il en était qui n'avaient pas d'arrière pensée, parce que le communisme leur apparaissait comme le pillage, comme l'abolition de la propriété et de la famille. Nous faisons appel à ceux-là; ce sont nos frères; qu'ils se joignent à nous pour combattre la contre-révolution! Nous connaissons leurs sourdes menées, qu'ils prennent garde! nous veillons, et le peuple, dont ils lassent la patience, les écrasera de sa main puissante.

Dans la manifestation faite par la garde nationale avant-hier, il y avait des républicains sincères, et si les réactionnaires avaient brûlé la première amorce, deux camps se seraient formés, et ils savent ce que nous valons.

Que le gouvernement provisoire avise immédiatement : qu'il soit révolutionnaire, c'est le seul moyen d'anéantir la réaction.

Quand la république sera fondée, pardon pour les réactionnaires, car ils sont aussi nos frères.

Dans un pays de libre discussion, toutes les idées ont le droit de se produire, toutes les théories ont le droit d'avoir des adeptes.

Ces adeptes n'ont pas le droit de mettre un fusil à la main et de forcer leurs frères à réaliser leurs théories.

Rien ne se fait subitement dans l'humanité. Révolutions, améliorations, tout cela germe et mûrit lentement avant d'éclater.

La pensée d'un peuple ne se fait jour que lorsqu'elle a été longtemps condensée; alors elle pulvérise les trônes, met les rois en fuite, rapproche les cœurs et les esprits, et la fraternité règne!

Frères, vous avez écrit ce mot sur votre bannière, vous ne l'oublierez pas!

C'est la fraternité de la vie que vous devez réaliser, non pas celle du néant et de la mort.

Or, soyez certains que les réactionnaires et les brouillons qui vous entraînent vous conduiraient là sans de longs détours.

La société telle qu'elle existe aujourd'hui renferme dans son sein des vices immenses, nous l'avons dit, nous le répétons, nous le répéterons jusqu'à ce qu'on nous écoute! Autant que pas un nous sommes socialistes, mais nous ne voulons pas de secousses violentes, parce qu'elles n'ont jamais rien produit.

Nous combattons les tentatives qui, sous prétexte de nous donner le bien-être, entraîneraient la société dans une lutte affreuse, dans une série de calamités épouvantables, dans des désastres inouis, à la misère, à la faim générale.

Procéder avec ordre, par des améliorations successives, pour mettre tout le monde en demeure de jouir de ses droits, pour donner à chacun sa part de bien-être et sa place au soleil, tel est le but de la République.

Organiser le travail par l'association, voilà le moyen; c'est la devise des cent mille ouvriers qui sont allés hier à l'Hôtel-de-Ville.

L'association bien comprise décuplera la richesse de la France! attendons!

N'écoutez pas ceux qui vous disent : notre doctrine est dans l'Evangile.

Oui, les premiers chrétiens étaient communistes, mais pourquoi?

Parce qu'ils avaient fait abnégation de tout bien d'ici-bas, parce qu'ils considéraient la terre comme un lieu d'exil, dont ils avaient hâte de sortir et sur lequel ils ne devaient bâtir qu'une tente d'un jour.

Sont-ce là les sentiments qui animent les hommes aujourd'hui?

Si vous persistez dans vos idées, que n'allez-vous où vous pouvez les mettre en pratique facilement? Quel succès espérez-vous? Combien êtes-vous? quelques milliers à peine et vous prétendez assujétir 34 millions d'hommes au joug de vos doctrines? Mais il n'est pas de si petit propriétaire d'un champ quelque exigü qu'il soit, qui ne vole aux armes au premier signal, quand même vous lui offririez en compensation les mines du Pérou. Vous vous heurteriez contre une muraille de baïonnettes. Menacés, nous serions les premiers à voler à votre secours, bien que nous ne partagerions pas vos idées. Nous comptons des amis parmi vous.

Allez hors de France fonder des villes et des colonies où vous vivrez librement sous le régime que vous avez rêvé. Vous accroîtrez la gloire de la mère-patrie, que vous aurez privée de vos cœurs et de bras. L'Algérie est là, immense, inculte, inhabitée, attendant la main de l'homme. Mais, pour Dieu! n'appellez pas sur vous des extrémités terribles.

Défiez-vous surtout des brouillons, des réactionnaires et des intrigants qui exploitent toute idée et font leur profit de tout mouvement.

Dans les barricades, au jour du combat, il se présente des hommes de tête et de cœur qui marchent en avant. Les combattants se groupent autour d'eux, et, sans les avoir nommés, les reconnaissent pour leurs chefs. Ceux-là sont les élus du peuple et de Dieu. Ce sont les hommes d'action.

D'autres viennent après la victoire, qui séduisent les esprits par leur langage et enveloppent les cœurs dans le réseau de leur fausseté. Ambitieux, hypocrites et lâches, ils parviennent cependant à entraîner quelques hommes. Ce sont les parleurs. Qui les a nommés? l'égoïsme; et c'est à eux que vous vous attacheriez? mais pour tous, l'heure vient où ils sont démasqués. Il n'y a que ceux qui se dévouent pour leurs frères qui en soient aimés.

Encore un coup, que le Gouvernement provisoire avise; avant tout il s'agit de consolider la République. Contre cet intérêt tout-puissant mettrait-on en balance des considérations de l'ordre le plus mesquin? Qu'il se préoccupe plus que jamais du sort des travailleurs; il y a des moyens immédiats de l'améliorer, qu'il les choisisse et en pousse vigoureusement l'exécution!

Abolition de l'impôt sur l'ouvrier, abolition de l'octroi, établissement de l'impôt progressif, création du travail agricole, etc., etc.

On peut par là assurer le droit au travail et la justice pour tous.

Le Gouvernement provisoire se sent-il faible? qu'il s'entoure d'hommes forts et résolus, et congédie la valetaille!

Des mesures révolutionnaires! c'est l'unique moyen d'anéantir la réaction.

L'Assemblée nationale devra poser en principe le droit au travail pour tous. Dès lors plus de pauvres parmi nous.

*Vive la République!*

SOBRIER.



